

OU SE FAIT L'HISTOIRE DE LA PÉDAGOGIE ?

Michel BARRÉ

Lorsque fut lancée l'opération "Animation pédagogique" qui prétendait insuffler à partir de la rue de Grenelle un élan nouveau, j'eus l'occasion dans ces colonnes ⁽¹⁾ de dénoncer le contre-sens. J'écrivis que la rénovation officielle était à la pédagogie Freinet ce que l'actionnariat est au socialisme. Je croyais néanmoins que quelques réformes seraient tentées, sans toucher à l'essentiel ; force nous est de constater que le ministère n'a même pas pu se donner l'illusion du changement.

L'échec de l'animation parachutée était certes prévisible. Ce qui l'était moins, c'est la curieuse valse hésitation du nouveau programme de mathématique qui aura surtout eu pour effet de faire vendre, entre deux circulaires, pas mal de matériel dit "logique". Chacun peut entendre les abois autour du plan Rouchette sur lequel un groupe de camarades demande que nous discutions et surtout que

l'ICEM prenne parti. Sans anticiper sur la réunion du Congrès consacrée à ce problème, nous savons que les choses, de toutes façons, ne seront pas tranchées au ministère mais, comme pour l'enseignement privé, directement de l'Elysée, sous la pression de tel ou tel groupe d'influence (cette fois, la chose n'ayant pas d'incidence sur les municipales, la décision pourra tarder quelque temps).

Car il faut le répéter bien nettement, au risque d'attrister certains (qui le savent hélas ! mais voudraient garder l'illusion du contraire) : *aucun problème de fond ne se règle au sein du ministère de l'Education Nationale* (sinon le régime le laisserait-il changer si souvent de ministre et de structures ?) *de même qu'aucune recherche valable c'est-à-dire capable d'influencer la totalité de l'enseignement français ne prend source à l'IPN, pas plus que les écoles normales ne sont les foyers actuels de l'animation pédagogique.* Continuer à le dire relèverait du vœux pieux ou de la mystification. Bien

(1) Voir Educateur n° 4 (janvier 1970) p 57

que l'état de fait soit loin de nous réjouir, seule une vision réaliste fera un jour progresser les problèmes. L'administration centrale n'est plus qu'un corps inerte que viennent encore entraver les groupes de pression qui acceptent de voir l'Etat payer les secteurs "non rentables" mais désirent profiter de ceux qui présentent un "intérêt". Comment expliquer autrement la scission de l'IPN quand on voit les trusts de l'électronique et de l'édition se porter partie prenante dans le secteur des moyens d'enseignement ?

Pourtant un corps impuissant n'est pas, de ce fait, inoffensif ; l'énergie qui lui manque pour créer peut suffire pour étouffer. Coup sur coup, deux circulaires doivent nous faire dresser l'oreille. La première prétend encadrer les collègues désirant pratiquer la non-directivité et, comme on est toujours le non-directif d'un réactionnaire, on devine à quelles discriminations arbitraires cela pourrait aboutir. L'autre rappelle que les seules Instructions Officielles de Français ayant cours sont les anciennes et que seules les expérimentations de l'IPN sont autorisées. On pourrait, bien sûr, épiloguer sur les conflits internes entre spécialistes mais il faut dire, très franchement, très nettement, que depuis 40 ans les éducateurs de notre mouvement ont pris leurs responsabilités, non en s'aventurant dans des expériences irréflechies au mépris de l'intérêt de leurs élèves, mais en essayant de définir et de promouvoir une pédagogie moderne populaire qui n'est pas sortie tout armée des cartons d'un

inspecteur général. Et, par delà toutes circulaires contradictoires, nous sommes fermement décidés à continuer.

Parce que la vie pédagogique ne s'in-sème pas de haut en bas, nous croyons que l'essentiel ne tient pas dans des décrets ministériels mais dans les forces militantes, syndicales, culturelles qui veulent sauvegarder et développer les chances d'une éducation véritable. Aussi attendons-nous des administrateurs de bonne volonté ce que nos élèves attendent de nous : non des ordres ou des directives mais la création d'un milieu aidant, d'un climat de liberté qui permettent la prise en responsabilité par les intéressés. N'ayant plus rien à attendre de l'administration, nous espérons encore beaucoup des administrateurs conscients de la situation.

Peut-être même devant l'asphyxie et le démantèlement, les forces de progrès devront-elles constituer le ministère de l'ombre qui, dès maintenant, saura préserver les chances d'une survie de l'éducation jusqu'au jour où un ministre, réellement responsable, pourra prendre ses références ailleurs que chez Victor Duruy et Ferry Tonkin.

Alors, loin des joutes d'académiciens périmés, au-delà des chasses gardées des lobbies et des attermoiments des bureaucrates, nous saurons construire ensemble une école pour demain, celle que nos enfants ont pu espérer un certain mois de Mai.

Michel BARRÉ